



Déclaration liminaire du Sgen-CFDT LIMOUSIN

CTSD Haute-Vienne du 14 avril 2020

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Le Sgen-CFDT a bien conscience de la gravité de la situation actuelle et il ne nous a pas échappé la difficulté dans laquelle se trouvent nos collègues, les personnels administratifs et plus largement la communauté éducative.

A l'heure du grand chamboulement sanitaire et social que provoque le Covid19, certains semblent découvrir que les services publics français ne fonctionnent en grande partie que grâce à la volonté de leurs agents, qui pallient les manques permanents de budget et de moyens matériels au risque de leur santé bien souvent.

Alors que chacun au sein de l'Education Nationale semble se repérer à l'aveugle, nous nous retrouvons à découvrir de nouvelles directives à chaque déclaration du Ministre dans les médias. Quelle position est alors la nôtre face à nos interlocuteurs (mairie, parents, collègues, tous en quête de réponses ou d'orientation réfléchie) ? Que peut-on répondre lorsque nous sommes interpellés sur les déclarations du 27 mars de Jean-Michel Blanquer selon qui « au vu des situations exceptionnelles, aucune fermeture de classe en milieu rural n'aurait lieu sans l'accord du maire » ? Certes à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles et en l'occurrence, nous ne pouvons que nous réjouir des suspensions de fermetures, mais peut-on pour autant tolérer ces balbutiements qui minent la bonne volonté de chacun et entraînent des surcroits de travail pour tous ?

En cette période floue, où les hashtags sont plus présents que la volonté d'accompagner les collègues sur le terrain (#nationapprenante ou encore plus récemment #vacancesapprenantes) et où les mots malheureux fauchent régulièrement les bonnes volontés (#fraises), nous interrogeons cette organisation bégayante de l'enseignement à distance, qui a essentiellement reposé dans le 1er degré sur les épaules des enseignants et plus encore des directeurs et directrices. Que pouvons-nous comprendre à ces injonctions contradictoires : restez chez vous mais maintenez le lien avec les familles et déplacez-vous pour éditer et remettre des documents aux familles... Ou de ces remontrances sur la RGPD suivies ensuite d'une enquête sur les moyens de connexion des parents ? Nous nageons dans les paradoxes. Nous nous y noyons.

Nous sommes également circonspects, pour ne pas dire atterrés, face aux annonces étonnantes de prêt de matériel informatique pour des familles éloignées du numérique. Faut-il rappeler que ce matériel est la propriété des mairies et que nous n'avons qu'un droit d'usage strictement encadré au sein de la classe ? Faut-il rappeler tout simplement que nombre d'écoles ne sont aujourd'hui pas encore équipées correctement ? Faut-il aussi rappeler que tous les collègues ne disposent pas nécessairement non plus d'équipement correct pour mener à bien cette fameuse « continuité pédagogique » ? Les outils sont parfois défectueux, souvent inadaptés ou non calibrés pour recevoir un flux de visite aussi important, alors les collègues cherchent et trouvent des alternatives. Certes, ces alternatives ne sont pas éthiquement irréprochables mais ce qui est inattaquable et remarquable, c'est la volonté de tous les collègues de maintenir le lien entre l'école et les familles.

Toutefois, et c'était le sens de la lettre adressée par nos organisations syndicales et la FCPE au Ministre de l'Education, le Sgen-CFDT demande que soit reconnu l'impossibilité de faire acquérir à tous les élèves de nouvelles notions par l'enseignement à distance. Faut-il vraiment rappeler qu'enseigner est un métier qui s'apprend et ne s'improvise pas ? Les parents ne sont pas enseignants.

Enfin, nous ne parlerons pas des protections arrivées plusieurs semaines après le début du confinement, à destination des collègues volontaires pour accueillir les enfants de soignants, quand on sait le scandale qu'est le manque absolu de matériel à l'hôpital public... Il serait inutile également de pointer une nouvelle fois cette mise en danger de l'individu comme du collectif orchestrée pour des raisons de « contraintes budgétaires ».

Au niveau local, en ce qui concerne le projet de carte scolaire proposé par la DSDEN 87, même si nous nous félicitons des ouvertures possibles grâce à la dotation « surprise » de 12 postes attribuées par le Ministère, dotation exceptionnelle qui vient compenser provisoirement (?) les fermetures en milieu rural, nous regrettons très vivement que celles-ci soient faites aux dépens de dispositifs utiles et pourtant sacrifiés comme les PDMQDC.

Et que dire de la suppression d'un ETP dans l'équipe des ERUN, dont la charge de travail ne cesse pourtant d'augmenter et même d'exploser lors de la crise que nous traversons tant leur aide est indispensable à tous ?

Que dire enfin de l'annonce d'une réouverture des écoles et établissements scolaires dès le 11 mai, sans avoir aucune information précise des conditions de cette reprise ni des garanties de sécurité sanitaire pour les élèves comme pour les personnels ?

Comment envisager de garantir une distanciation physique suffisante et le respect des gestes barrières avec des enfants si jeunes ? Cela paraît surréaliste.

Peut-être pourrait-on s'arrêter une seconde et qu'enfin soit dit qu'à force de trop tirer sur la corde, elle finit par casser.

Merci de votre attention.